

Bulletin uotidien



le 22 novembre 2025





La COP30 à Belém s'est achevée au milieu de négociations dramatiques de dernière minute, de profondes divisions sur les combustibles fossiles et de différends non résolus sur le financement climatique, poussant les discussions en prolongation et laissant le monde sans mandat clair pour éliminer progressivement les combustibles fossiles. Bien que le sommet ait réalisé des progrès sur le financement de l'adaptation, la transparence et une action climatique plus inclusive, son résultat final a révélé le fossé grandissant entre l'ambition politique et ce que la science — et les communautés vulnérables — exigent. Pourtant, la COP30 a également été le théâtre d'une énergie sans précédent de la société civile, d'appels urgents à une transition juste et de la résilience de la communauté climatique. L'élan pour l'action climatique concrète continue de croître, même si des décisions beaucoup plus audacieuses sont nécessaires pour atteindre l'objectif de 1,5°C.









Cette année, l'Église catholique a joué un rôle historique et très visible à la COP30. Pour la première fois, un grand nombre de dirigeants catholiques — y compris des cardinaux, des évêques, des congrégations religieuses, des réseaux de jeunes, des mouvements pastoraux, des coalitions de plaidoyer et des ONG catholiques — étaient présents et engagés. Ils ont participé à des panels de discussion, publié des déclarations publiques, organisé des moments de prière et de réflexion, animé des événements de sensibilisation et des webinaires, et se sont tenus en solidarité avec les personnes les plus touchées par la crise climatique. Leur présence large et unifiée a apporté à Belém une forte voix morale et spirituelle, soulignant l'engagement mondial croissant de l'Église envers la conversion écologique et la justice climatique.

Les Clarétains ont été profondément impliqués dans ce parcours mondial. Près de six mois avant la COP30, nous avons lancé un processus coordonné de sensibilisation et de formation à travers la congrégation et avec nos partenaires de mission. Nous avons organisé un grand webinaire mondial réunissant des dirigeants de l'Église et des défenseurs de la justice climatique en première ligne, créant un espace commun pour le discernement, la réflexion théologique et l'action. Avec une forte participation de base dans tous les Organismes Majeurs — en particulier grâce à l'engagement des Préfets d'Apostolat — nous avons préparé le Policy Brief Proclade (Claretain) pour la COP30, offrant une contribution pastorale et centrée sur la justice au discours climatique plus large du sommet.

Au fur et à mesure que la COP30 avançait, et voyant l'importance du moment, le Père Général a ensuite publié un message spécial à toute la congrégation, encourageant les Clarétains du monde entier à rester attentifs aux signes des temps, à approfondir la conversion écologique et à se tenir courageusement aux côtés des pauvres et des vulnérables. Son message a renforcé et renouvelé notre engagement collectif au cours des derniers jours de la conférence.

Pendant le sommet lui-même, la présence clarétaine a été à la fois sur place et mondiale :

- 3 délégués ont participé à Belém,
- 9 membres se sont joints virtuellement,
- nous avons proposé trois réflexions du compte à rebours vers la COP30, et
- nous avons fourni douze mises à jour quotidiennes consécutives (avec une mise à jour finale prévue demain), permettant à toute la famille clarétaine de marcher en temps réel avec le mouvement climatique mondial.

À travers notre présence, prière, plaidoyer, communication et collaboration, nous avons marché avec le monde à Belém — amplifiant le cri des pauvres et le cri de la terre, et rejoignant l'Église universelle dans l'appel à une action écologique courageuse, porteuse d'espérance et enracinée dans la foi.













Le NCCEA Mène l'Appel Catholique Mondial à Belém pour la Conversion Écologique



Le dernier jour de la COP30, le Conseil National Catholique pour l'Action Écologique (NCCEA) a lancé un appel catholique mondial à Belém, réunissant cardinaux, évêques, communautés religieuses, réseaux de jeunes et organisations catholiques de toutes les régions du monde pour émettre un appel uni à la conversion écologique et à une action climatique urgente. Ancrée dans des jours de prière, de dialogue, de plaidoyer et de solidarité lors de la COP30 et du Sommet des Peuples, la déclaration incarne l'engagement de l'Église à amplifier ce que le Pape François décrit comme « le cri de la terre et le cri des pauvres ».

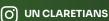
Publiée dix ans après l'Accord de Paris et Laudato Si', la déclaration reconnaît l'accélération de la crise climatique tout en tirant l'espérance de la collaboration de longue date de l'Église avec les peuples autochtones et les mouvements sociaux au Brésil. Les délégués ont témoigné d'un profond esprit de synodalité vécu à Belém — marchant ensemble à travers des repas partagés, des panels de discussion, le Sommet des Peuples, des célébrations eucharistiques et la procession de la Vierge de Nazaré — et ont affirmé que l'Église est prête à accompagner les communautés les plus vulnérables frappées par l'urgence climatique.

En citant l'appel du Pape François à la « conversion écologique », la déclaration a également fait référence à un message du Pape Léon XIV exhortant les participants à la COP30 à embrasser cette conversion avec courage, en gardant le visage humain de la crise climatique au centre de toutes les décisions. L'appel invite les catholiques du monde entier à approfondir la solidarité, prendre soin avec tendresse de la création et répondre fidèlement aux défis urgents touchant les femmes, les jeunes, les migrants, les peuples autochtones et les communautés marginalisées. Comme l'a affirmé le Pape Léon : « Nous marchons aux côtés des scientifiques, des dirigeants et des pasteurs de chaque nation et de chaque croyance. Nous sommes les gardiens de la création, non des rivaux pour ses dépouilles. »

La déclaration a été approuvée par des cardinaux et des évêques d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe et d'Amérique du Nord. Plus de 80 organisations catholiques de plus de 30 pays — rassemblées grâce au leadership du NCCEA — ont participé à Belém, tandis que plus de 300 autres organisations de plus de 40 pays ont signé en solidarité. L'initiative constitue l'une des mobilisations catholiques mondiales les plus importantes et coordonnées jamais réalisées lors d'une conférence climatique de l'ONU.



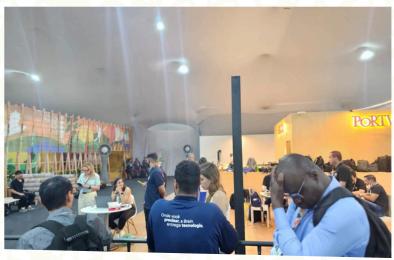


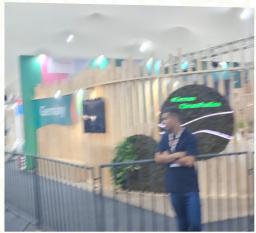




Dernier Jour de la COP30: Impasse Finale — Incendie, Négociations Fracturées et Batailles sur les Combustibles Fossiles Poussent les Discussions en Prolongation









Le dernier jour programmé de la COP30 s'est terminé dans la confusion vendredi, les délégués n'ayant pas réussi à parvenir à un consensus sur un accord final, forçant les négociations à se poursuivre et jetant l'incertitude sur l'issue de l'une des conférences climatiques les plus décisives à ce jour. Ce qui avait commencé comme une journée tendue est rapidement devenu dramatique, façonné par de profondes divisions sur le langage relatif aux combustibles fossiles, une lutte intense autour du financement climatique, les suites d'un important incendie sur le site, et la pression incessante de la société civile à l'intérieur et à l'extérieur de l'enceinte de la COP30.





Un Projet de Texte Controversé en Flamme les Tensions

Le Brésil Dévoile le « Texte Mutirão » Sans Engagements sur les Combustibles Fossiles

La tempête politique du jour a éclaté tôt lorsque la Présidence brésilienne a dévoilé un nouveau projet d'accord — rapidement surnommé le « texte mutirão » — qui supprimait toutes les références explicites à l'élimination progressive des combustibles fossiles ou à l'établissement d'une feuille de route pour la transition loin du pétrole, du gaz et du charbon. L'omission a choqué de nombreux négociateurs, d'autant plus que des versions antérieures contenaient des propositions de réduction progressive et un langage de transition aligné sur la limite de 1,5°C.

La colère a été immédiate et généralisée. Plus de 30 pays — dont l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Mexique, la Colombie, Palaos et en particulier les petits États insulaires en développement — ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas signer un accord qui contournait le principal moteur du changement climatique. « Une COP sans engagements sur les combustibles fossiles est une COP sans crédibilité », a déclaré un négociateur de l'UE lors d'un point de presse tendu.

Les Producteurs de Combustibles Fossiles Tiennent la Ligne

En coulisses, la suppression reflétait des semaines de pression de la part de grands producteurs et consommateurs de combustibles fossiles — Chine, Inde, Arabie saoudite, Russie et Émirats arabes unis — qui se sont fortement opposés à toute obligation contraignante. Ils ont invoqué la souveraineté nationale, la sécurité énergétique et les besoins de développement, affirmant qu'aucun accord mondial ne devrait dicter le rythme de leur transition.

L'impasse est devenue la ligne de fracture déterminante de la journée, gelant les progrès dans les salles de négociation et éclipsant d'autres avancées.













Une « Coalition des Volontaires » Émerge Face à l'Impasse sur les Combustibles Fossiles

Des Pays Ambitieux Forment une Alliance pour une Transition Juste Alors que le Texte de la COP30 Supprime le Langage sur les Combustibles **Fossiles**

Avec la publication du texte mutirão, qui supprimait toutes les références aux combustibles fossiles, une coalition de pays très ambitieux menée par la Colombie a annoncé qu'elle avancerait avec son propre engagement envers l'élimination progressive des combustibles fossiles — indépendamment du consensus de la COP30. Leur message était clair : l'absence de langage sur les combustibles fossiles dans le projet n'arrêtera pas l'élan mondial pour une transition juste.

Après la publication du nouveau texte, qui omettait les références antérieures à une « feuille de route pour les combustibles fossiles », la Colombie a convoqué une conférence de presse pour lancer un nouvel appel à la transition loin des combustibles fossiles. Bien que plus de 80 pays à la COP30 aient exprimé leur soutien à une feuille de route pour dépasser les combustibles fossiles, seuls 24 pays ont signé la « Déclaration de Belém sur la transition loin des combustibles fossiles ».

Les signataires sont : Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Fidji, Finlande, Irlande, Jamaïque, Kenya, Luxembourg, Îles Marshall, Mexique, Micronésie, Népal, Pays-Bas, Panama, Espagne, Slovénie, Vanuatu et Tuvalu.

Le Leadership Colombien au Premier Plan

Lors d'un échange avec la presse, la ministre colombienne de l'environnement, Irene Vélez Torres, a critiqué le système basé sur le consensus qui a permis la suppression des éléments les plus ambitieux du texte. « Le problème est qu'en ce moment, la méthode repose uniquement sur le consensus », a-t-elle déclaré, notant que « l'agenda le plus ambitieux finit par être éliminé ».

Malgré ce revers, elle a souligné que la lutte n'est pas terminée : « Nous croyons toujours qu'un changement dans le texte est possible. Cette COP n'est pas terminée. »

Peu après, la ministre chilienne de l'environnement, Maisa Rojas, a exprimé son engagement continu envers le processus multilatéral tout en reconnaissant ses limites actuelles. « Nous sommes très attachés au processus multilatéral », a-t-elle déclaré, « mais il est vrai qu'une coalition des volontaires est plus nécessaire que jamais parce que le processus nous échappe. »









Conférence de Santa Marta: Une Voie Parallèle pour Accélérer l'Action Climatique

Regardant au-delà des tensions immédiates de la COP30, la Colombie a révélé de nouveaux détails d'une initiative historique susceptible de façonner l'avenir de la coopération climatique internationale. La Première Conférence Internationale sur la Transition Juste Loin des Combustibles Fossiles se tiendra les 28 et 29 avril 2026 à Santa Marta, l'un des plus grands ports charbonniers du monde et le cœur de la région productrice de charbon de la Colombie.

Ce sera le premier sommet mondial consacré explicitement à la discussion de l'élimination des combustibles fossiles, marquant un moment historique pour la gouvernance climatique mondiale. L'emplacement est symboliquement puissant : accueillir la conférence dans une grande région exportatrice de charbon, dans le cinquième pays producteur de charbon au monde, souligne une vérité essentielle mettre fin à la dépendance au pétrole, au gaz et au charbon est possible, mais le faire équitablement exige une coopération, un soutien et une planification sans précédent afin que personne ne soit laissé de côté.

Le sommet de Santa Marta vise à réunir des gouvernements nationaux, des peuples autochtones, des communautés afro-descendantes, des organisations de la société civile, des experts en énergie, des dirigeants industriels, des universitaires et des défenseurs du climat. Ensemble, ils travailleront à élaborer des voies équitables vers des systèmes énergétiques diversifiés, durables et accessibles. La conférence cherche à devenir une plateforme mondiale stratégique pour renforcer la coopération dans la transition loin de l'extraction de combustibles fossiles.

Les organisations et les personnalités publiques du monde entier sont encouragées à amplifier cette annonce dans leurs propres communications — en utilisant leurs voix et plateformes particulières — pour accueillir la conférence et appeler les gouvernements à y participer.









Les Luttes pour le Financement Laissent des Lacunes Clés Non Résolues

Des Chiffres Ambitieux, Peu de Garanties

Le texte mutirão a conservé des objectifs significatifs concernant le financement climatique, y compris une proposition visant à mobiliser au moins 1,3 billion de dollars par an d'ici 2035 pour l'action climatique — dont 300 milliards seraient alloués à l'adaptation. Il appelait également à tripler le financement de l'adaptation d'ici 2030, une demande de longue date des pays vulnérables.

Mais le manque de clarté sur la manière dont ces fonds seraient levés — par des fonds publics, des investissements privés ou des mécanismes hybrides — a suscité la frustration des pays en développement. Les négociateurs du Groupe africain ont déclaré que l'accord proposait « de grands chiffres sans système de mise en œuvre », tandis que le groupe des Pays les Moins Avancés a exprimé sa crainte que les promesses soient « politiquement attrayantes mais pratiquement vides ».

Adaptation, Pertes et Dommages Toujours Enlisés

Bien que le texte introduise de nouveaux indicateurs de suivi de l'adaptation et mentionne un accès simplifié au Fonds pour les pertes et dommages, des désaccords ont persisté concernant les cycles de reconstitution, la responsabilité et les détails opérationnels. Avec l'intensification des impacts climatiques à travers le monde, les négociateurs ont averti que l'ambiguïté dans ces domaines était inacceptable.

Des Tensions Émergent entre Politique Climatique et Politique Commerciale

Au-delà du financement et des combustibles fossiles, les négociations ont également achoppé sur l'intersection entre politique climatique et commerce international. Des discussions ont été soulevées sur la possibilité de lancer des dialogues climatcommerce lors de futures COP — une proposition qui a divisé la salle.

Certains pays en développement ont soutenu cette idée, y voyant des avantages potentiels pour harmoniser l'action climatique et les politiques commerciales. Cependant, la proposition s'est avérée controversée pour d'autres, notamment l'Union européenne, en raison de préoccupations concernant son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et d'autres politiques climatiques basées sur le commerce.









L'UE craignait que des dialogues formels climat-commerce puissent créer des espaces susceptibles de saper les outils existants de tarification du carbone ou d'ouvrir ses politiques à des contestations. La question est restée en suspens à la fin de la journée, ajoutant une couche de complexité supplémentaire à un paysage de négociation déjà fragmenté.

Un Incendie dans la Zone Bleue Ajoute une Crise à une Journée Déjà Critique

Évacuation, Fumée et Retards Après l'Incendie de Jeudi

Le climat déjà tendu de la COP30 a été encore plus perturbé par l'incendie qui s'est déclaré la veille dans la Zone B de la Zone Bleue — une section contenant des salles plénières, des bureaux de délégations et des pavillons. Une épaisse fumée a envahi certaines parties du site alors que des milliers de participants étaient évacués. Treize personnes ont été traitées pour inhalation de fumée, et de nombreux délégués ont décrit l'expérience comme « terrifiante », « chaotique » et « traumatisante ».

Le vendredi matin, la Zone B est restée fermée pour inspection, forçant les principales négociations à se déplacer vers des espaces improvisés — cafés, zones extérieures et même le parking. Les déléqués ont attendu dans la chaleur brésilienne avec un accès limité à l'ombre et aux installations, tandis que des volontaires distribuaient de l'eau et offraient une assistance aux personnes visiblement affectées.

L'incendie a retardé des sessions clés de rédaction, perturbé des réunions bilatérales et contribué de manière significative au calendrier compressé de la journée. Les responsables de l'ONU ont assuré à plusieurs reprises aux participants que le site était sûr, mais le sentiment d'urgence et de fragilité demeurait.

La Société Civile Se Mobilise en Protestation

« 1,5 Degré Celsius sous Assistance Vitale » : les Activistes Exigent une Action

Alors que les négociations stagnaient, la société civile a intensifié sa présence. Des manifestants ont parcouru les couloirs du site, scandant et brandissant des banderoles, dont la plus photographiée affichait : « 1.5 degrees Celsius under life support » — un message percutant sur l'état précaire de l'objectif climatique crucial. Les activistes ont condamné la suppression du langage sur les combustibles fossiles et accusé les négociateurs de céder aux intérêts des pays producteurs de pétrole. À l'extérieur, les protestations se sont poursuivies malgré la chaleur humide, ajoutant une pression visible à un sommet déjà sous tension.





Ordre du Jour Bloqué: Ce Qui a Été Décidé, Ce Qui Ne l'a Pas Été

52 Questions Résolues, 28 Non Résolues

Vendredi soir, la CCNUCC a rapporté que sur 121 points à l'ordre du jour :

- 52 étaient entièrement convenus et clôturés
- 41 avaient un accord provisoire
- 28 restaient totalement non résolus, y compris les questions politiques les plus cruciales du sommet

Parmi les sujets non résolus figuraient :

- Engagements d'élimination des combustibles fossiles
- Architecture d'amplification du financement climatique
- Indicateurs de l'Objectif Global d'Adaptation
- Procédures du Fonds pour les Pertes et Dommages
- Coopération internationale sur la déforestation et les écosystèmes
- Mesures climatiques liées au commerce et ajustements aux frontières

L'impasse a empêché la COP30 de se clore comme prévu.

Des Divisions Géopolitiques Façonnent le Résultat

Pays Très Ambitieux vs. Pays Très Résistants

Les négociations ont révélé des divisions nettes :

- UE, PEID et Forum de Vulnérabilité Climatique poussant pour un langage fort sur les combustibles fossiles et une plus grande clarté sur le financement climatique
- États-Unis et Canada soutenant l'ambition mais enclins au compromis
- Chine, Inde, Arabie saoudite, Russie, Émirats arabes unis bloquant les engagements sur les combustibles fossiles
- Groupe africain et PMA avertissant que le langage sur le financement manquait de prévisibilité et d'équité
- Présidence brésilienne prise entre ambition et consensus, critiquée pour avoir trop modéré le texte

Ces dynamiques ont laissé les négociateurs campés sur leurs positions alors que les délais passaient.











Le Paquet Politique de Belém: un Effort Plus Large Éclipsé

Le Texte Mutirão au Centre, Mais Pas Toute l'Histoire

La Présidence brésilienne a souligné que le texte mutirão faisait partie d'un ensemble plus vaste composé du Paquet Politique de Belém, une série d'initiatives et de partenariats lancés à la COP30 pour accélérer l'action mondiale. Toutefois, en l'absence d'accord sur les combustibles fossiles et le financement, cet ensemble plus large a reçu peu d'attention lors du dernier jour.

La COP31 Confiée à la Turquie Comme un Rare Moment de Consensus

Dans une journée autrement marquée par l'impasse, un point a été facilement approuvé : la Turquie accueillera la COP31, avec l'Australie assumant la présidence.

La décision s'est distinguée comme l'un des rares moments d'unité d'une conférence autrement fragmentée.









Un Sommet Sans Clôture

Avenir Incertain Alors que les Discussions se Poursuivent le Week-End

À mesure que minuit arrivait et passait, les déléqués passaient entre consultations ministérielles et réunions à huis clos sans indication claire du moment où une séance plénière finale pourrait se tenir. L'épuisement était visible ; la frustration palpable. Plusieurs négociateurs ont admis en privé que le week-end déterminerait si la COP30 serait mémorisée comme un tournant — ou une occasion manquée.

La prolongation des négociations vers le week-end est devenue courante lors des COP récentes, reflétant la complexité de parvenir à un consensus entre près de 200 pays et les divisions croissantes sur des questions critiques. Cependant, les enjeux à la COP30 semblaient particulièrement élevés, compte tenu de l'urgence de la crise climatique et du recul visible dans les projets de texte.

Avec la Colombie et ses partenaires de coalition traçant une voie alternative à travers la conférence de Santa Marta et la « coalition des volontaires », la question demeure de savoir si le consensus multilatéral reste possible — ou si l'action climatique avancera de plus en plus par des alliances plus petites et ambitieuses, réunissant des nations prêtes à mener là où d'autres ne suivent pas.

Avec la conférence désormais prolongée, le sort de l'agenda climatique mondial reste en suspens, tiraillé entre la pression publique croissante, l'élargissement des écarts géopolitiques et la dure réalité d'un monde déjà en crise climatique.

Ceci est une histoire en développement. Des mises à jour suivront au fur et à mesure que les négociations progresseront durant le week-end.













